

Arturo ESCOBAR, 1995, Encountering Development. The Making and Unmaking of the Third World. Princeton, N.J., Princeton University Press, 290 p.

Marie France Labrecque

Savoirs et gouvernamentalité
Volume 20, Number 1, 1996

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/015405ar>
DOI: <https://doi.org/10.7202/015405ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (print)
1703-7921 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Labrecque, M. (1996). Review of [Arturo ESCOBAR, 1995, Encountering Development. The Making and Unmaking of the Third World. Princeton, N.J., Princeton University Press, 290 p.] *Anthropologie et Sociétés*, 20 (1), 222–225. <https://doi.org/10.7202/015405ar>

3° Enfin, l'aspiration à retrouver le sens de la normativité au sein du savoir et des sciences sociales en particulier et le changement de cap quant à la formation universitaire ressemblent, je crois, sur une certaine méprise. D'abord, l'université ne saurait se limiter au seul rôle d'apprentissage de savoirs synthétiques, car le risque serait grand qu'elle retombe dans la scolastique. N'oublions pas que l'université qui s'est imposée au 19^e siècle, en jumelant enseignement et recherche, est née d'une révolte contre la sclérose académique. De plus, dès ses débuts, l'université s'est développée à la fois autour des disciplines sans but instrumental, la philosophie notamment, comme des disciplines pratiques, la médecine et le droit en particulier. Si l'université se détachait de ses fonctions de recherche, elle risquerait de sombrer dans la stérilité intellectuelle, comme la médecine universitaire d'avant l'ère moderne, qui se préoccupait plus de lire et de commenter les textes de Gallien et d'Aristote sur l'anatomie humaine et animale que d'observer directement des êtres humains et des animaux... La recherche permet de renouveler les paradigmes, les approches théoriques. De plus, je ne saisis pas très bien pourquoi l'université serait le lieu par excellence pour discuter de normativité. Les normes et les valeurs doivent être discutées largement ; il n'appartient pas à une institution ou à une discipline en particulier d'en faire son monopole. Si l'être humain est d'essence normative et est, par nature, réflexif, ces attributs doivent se traduire dans la vie de tous les jours et dans la participation à la vie politique. Je préférerais que l'université s'en tienne à une mission plus modeste, mais aussi pluraliste : explorer et faire valoir les idées pour elles-mêmes, qui ne peuvent pas être toutes normatives, en marge de leur utilisation pratique, mais sans l'exclure, et que l'idéal d'objectivité, d'une séparation entre jugements de fait et jugements de valeur, oriente ses activités.

Louis Guay
Département de sociologie
Université Laval

Arturo ESCOBAR, 1995, *Encountering Development. The Making and Unmaking of the Third World*. Princeton, N. J., Princeton University Press, 290 p.

Discours, pouvoir, représentations et pratiques alternatives du développement sont sans aucun doute les mots clés de ce livre dense et stimulant d'un auteur qui revient de plus en plus dans les bibliographies sur la critique du développement, Arturo Escobar. S'appuyant sur une documentation abondante et sur une expérience du terrain en Colombie, cet auteur nous propose une critique de ce champ discursif extrêmement puissant qui domine les relations de l'Occident avec le « Tiers-Monde » depuis plus de 40 ans. Il s'agit d'un discours assorti d'un dispositif particulier dont les effets ne touchent pas seulement les structures et les institutions mais aussi les individus dans leur corps et dans leur esprit.

S'inspirant de l'approche de Foucault, l'auteur s'adonne à l'examen de champs spécifiques du développement dans lesquels sont produits connaissance et pouvoir (développement rural, développement durable, femmes et développement). Il entend démontrer dans les six chapitres de son ouvrage comment fonctionne le dispositif du développement.

Dans le premier chapitre qui sert d'introduction, Escobar se positionne au sein de l'anthropologie de la modernité, ce qui lui permet d'ailleurs de considérer le développement comme une expérience historique singulière. Il propose d'examiner cette expérience selon trois axes reliés entre eux. Un de ces axes concerne les formes de connaissance qui ont trait

au développement : il s'agit ici de reconstituer la construction de l'objet de même que l'élaboration des concepts et des théories. Le deuxième axe a trait au système de pouvoir qui régule les pratiques du développement. Enfin, un troisième axe concerne les formes de subjectivité qui sont suscitées par le discours du développement et par lesquelles les gens en viennent à se reconnaître comme développés ou sous-développés (p. 10).

Le chapitre deux porte sur la problématisation de la pauvreté. Cette problématisation par le discours libéral est une narration dans laquelle la culture, la race, le genre, la nation et la classe sont interreliés (p. 24) et qui, lorsqu'on la décode, fait du développement une approche pour le moins raciste et sexiste. Quoi qu'il en soit, la narration est faite de telle façon que le progrès devienne la norme, qu'il devienne indispensable aux yeux des populations visées. C'est une narration qui dure depuis 40 ans et qui a accompagné l'ouverture de nouveaux marchés (en même temps que de nouveaux champs de bataille). La pauvreté et sa problématisation auront en outre contribué à créer une nouvelle profession, celle des développeurs qui sillonnent le globe avec, pour certains, toutes les bonnes intentions du monde.

Dans le chapitre trois, Escobar montre plus précisément quel a été le rôle des économistes dans la délimitation de l'espace du développement. Il s'efforce de retracer l'histoire du concept de même que le processus de la constitution de l'économique comme culture et de la construction de l'économie sous-développée comme objet. Les économistes ont brossé un portrait du monde à leur façon et ont basé leurs interventions sur ce portrait en grande partie issu de leurs propres représentations : ils se racontent ni plus ni moins des histoires (ou des contes) et Escobar présente successivement les contes du marché, de la production et du travail tels qu'ils sont élaborés par ces spécialistes. Il est cependant difficile de les contredire puisqu'ils détiennent une « hégémonie du code du sens » (p. 61). Pour cette raison, l'économie politique libérale est tout à fait apte à récupérer les critiques tout en évitant un réalignement significatif de la discipline (p. 94).

Pour mieux illustrer son propos sur la professionnalisation et l'institutionnalisation du discours des économistes sur le développement, Escobar examine les programmes des domaines de la malnutrition et de la faim dans le chapitre quatre. Sa démarche consiste à reconstruire ces programmes depuis leur naissance jusqu'à leur application actuelle, soit de 1950 à 1990, en Colombie. C'est dans le contexte du développement rural intégré (DRI) que ces programmes ont été appliqués dans ce pays. L'auteur en profite pour mettre de l'avant sa notion d'ethnographie institutionnelle et décortique les pratiques des agences nationales et leur interprétation conformiste des politiques mises en place par le DRI. Pour qui s'intéresse à la Colombie, il s'agit d'un chapitre rempli d'informations et de références très précieuses sur une paysannerie dont on a su, de façon systématique, faire taire la voix. En outre, il aura démontré dans ce chapitre que ce sont les mêmes rapports de domination qui assurent la reproduction des institutions et des professionnels du développement et celle de son concept même.

Le chapitre cinq marque la pénétration encore plus profonde de l'auteur sur le terrain. Dans ce chapitre, il traitera des trois acteurs sociaux que constituent les paysans, les femmes et... l'environnement. Ce dernier constitue un acteur social justement dans la mesure où la construction sociale dont il est l'objet le réifie. Les gestionnaires s'emploient à domestiquer l'environnement comme on a domestiqué la paysannerie et les femmes. Étant le discours le plus récent dans le domaine du développement, le développement durable fait donc l'objet d'une attention particulière de la part de l'auteur. Ses remarques précisent que l'émergence du concept de développement durable vient du processus plus large de la problématisation de la survie, démarche qui prétend renouveler la relation entre la nature et la société (p. 194). Aussi les paysans et les pauvres sont-ils considérés comme des pollueurs et des destruc-

teurs. La gestion, concept directement inspiré de l'économie libérale tout comme celui de la rareté de la ressource naturelle, devient une panacée. Escobar met en garde contre les tendances récentes à la privatisation des ressources sous l'étiquette insidieuse des « droits de propriété intellectuelle » qui, avec la biotechnologie et la biodiversité, représentent un nouveau tournant dans le discours du développement (p. 198). En somme, même si les approches du développement rural intégré, des femmes et du développement et du développement durable semblent à première vue témoigner d'une transformation du développement en général, plus centrée sur les acteurs sociaux, leur pratique discursive est commune (p. 210). Si de nouveaux problèmes sont apparus au cours des 40 dernières années, le discours est resté le même.

Simultanément à la démarche critique qui constitue l'essence de son livre, Escobar réfléchit sur la façon dont les anthropologues devraient jouer un rôle actif dans l'identification de pratiques alternatives locales et hybrides. Dans la mesure où leur travail les met en contact avec les représentations des populations visées, les anthropologues seraient en effet bien placés pour contribuer au démantèlement du discours libéral du développement. Escobar est convaincu que la transformation que subit ce discours dans des environnements locaux constitue une forme de résistance des populations visées. Il en appelle à une ethnographie en profondeur des situations de développement pour en repérer les effets culturels (p. 51) et faire émerger les modèles locaux qui ont été étouffés par les modèles dominants et qui, après des décennies de « conversation » avec ces derniers, existent maintenant à l'état hybride. L'étude des formes de résistance des populations devant l'introduction des pratiques capitalistes — tout comme l'ont fait notamment Orlando Fals Borda et James Scott — serait une façon de découvrir ces modèles locaux et alternatifs (p. 94).

En somme, et c'est là le propos de la conclusion de son livre au chapitre six, l'examen des formes locales de résistance au développement devrait nous aider à imaginer l'ère du postdéveloppement. Les anthropologues disposent des outils nécessaires pour contribuer à rompre la terrible et implacable continuité que l'on peut observer dans les pratiques discursives des quatre dernières décennies. En reconnaissant la nature essentiellement hybride de la modernité, ils et elles devraient être sensibles aux continuelles tentatives des populations et des mouvements populaires de reconceptualiser le développement tout en inventant des langages nouveaux à cette fin.

La démarche d'Escobar s'inscrit explicitement au cœur même de l'anthropologie de la modernité. Les influences de Foucault et, dans une moindre mesure, de Giddens sont évidentes. Escobar a d'ailleurs été un des premiers à appliquer les enseignements de Foucault au développement international, même si ce dernier ne s'y était pas particulièrement intéressé. (Voir l'article qu'Escobar a publié en 1984, intitulé : « Discourse and Power in Development : Michel Foucault and the Relevance of His Work to the Third World », *Alternatives* 10 (3) : 377-400). En ce sens, il a su renouveler une approche critique du développement qui, depuis quelques années, particulièrement aux États-Unis, commençait à devenir fort monotone et répétitive.

Mais la plus grande originalité du livre (de même que sa faiblesse) provient du programme alternatif qu'il ébauche pour l'anthropologie. La tâche de cette discipline consisterait à étudier les représentations et à repérer les pratiques locales qui, par leur potentiel de rupture, constitueraient des alternatives au développement. Malgré son caractère stimulant, ce programme demeure plutôt abstrait et politiquement candide. On ne voit guère comment un tel engagement contribuerait à renverser le pouvoir dominant, notamment celui des économistes.

En somme, Escobar propose le remplacement d'un discours par un autre, celui que les anthropologues recueilleraient auprès des populations locales. Or, on peut s'interroger sur

les possibilités réelles de ces populations, tout aussi profondément divisées par le développement que ne l'est le pouvoir, de générer un discours alternatif. Cette confiance placée dans les populations, sans prendre en compte leurs propres luttes pour le pouvoir, ressemble fort à de la condescendance. Quant à la réflexion sur l'ère du postdéveloppement, on peut se demander si le démantèlement du discours dominant des institutions et leur remplacement par des pratiques et un discours alternatifs la favoriseraient vraiment. Enfin et surtout, à supposer que l'on accepte un tel concept, pourquoi devrait-on imaginer l'ère du postdéveloppement ? En effet, lorsqu'on observe, avec impuissance, ahurissement et rage, la multiplication des conflits à l'échelle mondiale, la résurgence de la violation des droits humains les plus fondamentaux et la détérioration accélérée des conditions de vie de vastes secteurs de la population tant au Nord qu'au Sud, on voit bien que la réalité actuelle dépasse tout ce qu'on peut imaginer pour le futur.

*Marie France Labrecque
Département d'anthropologie
Université Laval*

Recherches sociographiques, numéro thématique sur « Science et Sociétés », 36, 3, 1995.

La revue du Département de sociologie de l'Université Laval publie dans son dernier numéro six articles et une introduction sur le thème des rapports de la société québécoise à la science. Les articles sont longuement présentés par Louis Guay qui les replace dans le cadre de quelques débats théoriques sur les rapports sciences-sociétés. Ces débats, rarement repris dans les articles, permettront aux lecteurs d'apprécier la portée générale possible des études de cas ou des analyses critiques que les articles développent. Pour des raisons liées aux débats qui me parlent directement, j'ai lu avec beaucoup d'intérêt les articles de Chantal Doré et Pierre Saint-Arnaud sur « La procréation médicalement assistée au prisme de la logique constructiviste » et de Marie Larochelle, Jacques Désautels et Françoise Ruel sur « Les sciences à l'école : portrait d'une fiction ». À ces deux articles, il faut ajouter ceux de : Benoît Godin et Michel Trépanier sur « La politique scientifique et technologique québécoise : la mise en place d'un nouveau système national d'innovation » ; Stéphane Castonguay : « Conservation des ressources et changement scientifique en agronomie au Québec » ; Marie-Josée Legault sur « Sciences humaines et sociales — sciences naturelles, une distinction inappropriée pour expliquer la propension à former des centres de recherche » ; Danielle Ouellet sur « L'émergence de la chimie et de la physique à l'Université Laval ».

La course aux légitimités associées dans nos sociétés aux discours et pratiques scientifiques, les nécessités contextuelles de prendre le train de ces pratiques et d'entretenir les discours d'allégeance aux espoirs que nous y plaçons n'empêchent heureusement pas la vigilance des auteurs sur les retards, les erreurs ou les excès de nos croyances à cet égard. Cet intéressant numéro ne prétend pas aux synthèses — qui le pourrait ? — mais il offre un dossier d'articles qui introduit efficacement à des préoccupations diversifiées sur le thème des rapports si constitutifs des sciences et de la société.

*Yvan Simonis
Département d'anthropologie
Université Laval*
